

LES STRATÉGIES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Un recueil de ressources

Compilé par

Barry Dalal-Clayton et Stephen Bass

de

L'Institut international pour l'environnement et le développement

iiied



Première publication en Anglais au Royaume-Uni et aux Etats-Unis en 2002
par Earthscan Publications Ltd.

Droits d'auteur © Organisation pour la coopération et le développement économiques, 2002

Citation: Les stratégies de développement durable: Un recueil de ressources. Organisation pour la coopération et le développement économiques, Paris, et Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

Tous droits réservés

Traduction: J.LTtranslations, Ewell, Surrey, UK

Décharge

Les opinions exprimées dans ce recueil de ressources sont celles des compilateurs et ne doivent pas être considérées comme représentatives de celles de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Institut international pour l'environnement et le développement, ou de l'un quelconque des organismes ayant apporté leur concours financier à la préparation du présent livre (et qui sont énumérés sous la rubrique Remerciements).

L'Institut international pour l'environnement et le développement. 3 Endsleigh Street,
London WC1H 0DD, www.iied.org

REMERCIEMENTS

Ce recueil de ressources représente le deuxième produit d'un projet sur les stratégies de développement durable amorcé par le Groupe de travail du CAD (OCDE) sur la coopération au développement et l'environnement. Il fait fond sur un produit antérieur – les *Lignes directrices du CAD sur les stratégies de développement durable* – publié en 2001, qu'il complète.

Les membres du Groupe de travail sont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Commission européenne, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement participent comme observateurs permanents. Le Club du Sahel, Development Centre, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), le Programme des Nations Unies pour l'environnement, World Conservation Union et World Resources Institute prennent part régulièrement aux travaux du Groupe de travail.

Le projet a été entrepris par une équipe spéciale co-présidée par le ministère britannique du Développement international (Department for International Développement - DFID) et la Commission européenne (CE-DG8), qui a bénéficié du soutien précieux de l'Agence allemande pour la coopération technique (GTZ), ainsi que de la coordination et de l'appui technique assurés par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). L'initiative Capacités 21 du Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des Nations Unies pour les Affaires environnementales et sociales ont apporté leur concours au projet.

L'équipe spéciale a été dirigée par Adrian Davis, Paula Chalinder et Jonathan Hobbs (DFID), Artur Runge-Metzger et Liselotte Isaksson (CE-DGVI), Stephan Paulus et Kathrin Heidbrink (GTZ). Rémi Paris du Secrétariat CAD a donné des orientations et des conseils tout au long des travaux.

Concours financier

Nous sommes reconnaissants de l'aide financière généreuse accordée au travail dont s'inspirent ces lignes directrices, ainsi qu'à la préparation et à la publication de celles-ci, de la part de :

- Ministère du développement international(DFID), R-U
- Commission européenne(CE DG8)
- Ministère finlandais des Affaires étrangères
- Ministère français des Affaires étrangères
- Agence allemande pour la Coopération technique(GTZ)
- Ministère japonais des Affaires étrangères
- Ministère royal norvégien des Affaires étrangères
- Agence espagnole de coopération internationale (AECI)
- Coopération suisse
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Capacités 21)

Sources

Ce recueil puise dans des sources multiples :

- Des études de l'état d'avancement, des rapports de dialogue et des documents rédigés sur commande par les équipes chefs de file des partenaires dans les pays en développement participant au projet du CAD sur les SNDD (voir l'avant-propos) (Bolivie, Burkina Faso, Ghana, Namibie, Népal, Pakistan, Thaïlande, Tanzanie);
- Le PNUD a mis à disposition toute une série de documents sur différents pays et de documents de synthèse préparés dans le cadre du programme Capacités 21. Nous remercions tout particulièrement Penny Stock (Capacités 21);
- Des matières élaborées et fournies par différents programmes IIED;
- Des informations disponibles au public sur de nombreux sites Web.

Examen des chapitres

Nous tenons à remercier les personnes suivantes qui ont passé en revue des chapitres individuels :

- Chapitre 2: Professeur Michael Carley (Université Herriot Watt, Edimbourg)
Stephan Paulus (GTZ Allemagne)
- Chapitre 3: Professeur Michael Carley (Université Herriot Watt, Edimbourg)
Maheen Zehra (UICN Pakistan)
Carol James (consultant, Trinidad)
Paul Steele (DFID, R-U)
- Chapitre 4: Ralph Cobham (consultant, R-U)
Jorge Reyes (PNUD, Philippines)
Joseph Opio-Odongo (PNUD, Ouganda)
- Chapitre 5: Jon Lindsay (FAO)
Pippa Bird (consultant, Etats-Unis)
Duncan Macqueen et Josh Bishop (IIED)
Robert Prescott-Allen (Padata, Canada)
- Chapitre 6: Carol James (consultant, la Trinité)
Duncan Macqueen (IIED)
- Chapitre 7: Saneeya Hussain (consultant, Brésil)
Dafina Gercheva (PNUD, Bulgarie)
Penny Stock (Capacités 21, PNUD)
Lilian Chatterjee (IIED)
- Chapitre 8: Ralph Cobham (consultant, R-U)
Professor Michael Carley (Université Herriot Watt, Edimbourg)
- Chapitre 9: Tariq Banuri (Stockholm Environment Institute, Boston Center)
Nicola Booregaard (consultant, Allemagne)
- Chapitre 10: Robert Prescott-Allen (Padata, Canada)
Henk van Trigt (DGIS, Pays-Bas)

Matières supplémentaires et information

Les personnes suivantes ont fourni des matières, de l'information et des commentaires utiles sur divers aspects du Recueil de ressources

- Ashok Chatterjee, National Institute of Design, India;
- Mercie Ejigu, Partnership for African Environmental Sustainability;
- Fayen d'Evie, Earth Council (Conseil de la Terre);
- Kathrin Heidbrink, GTZ;
- Cees Moons, Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement (VROM), La Haye;
- Ali Raza Rizvi, UICN-Pakistan;
- Adrian Reilly, Université Brunel ;
- Clara Rodrigues, Environnement Canada;
- Bansuri Taneja, Kalpavriksh, New Delhi.

Les contributions individuelles

De nombreuses personnes ont apporté des contributions précieuses aux connaissances sur lesquelles s'appuie le présent livre, grâce à leur participation aux équipes nationales et aux ateliers internationaux:

Therese Adam (Coopération suisse au développement); Anibal Aguilar (Bolivie); Jamie Aranibar Del Alcázar (UDAPE, Ministère du Trésor, Bolivie); Marco Balderrama (Bolivie); Bernardo Valdivia Baldomar (Bolivie); Sylvia Bankobeza (PNUE); Abihudi Baruti (Commission de planification, Tanzanie); Mario J. Baudoin (Ministère du Développement durable et de la Planification, Bolivie); Inger-Marie Bjønness (Ministère royal norvégien des Affaires étrangères); Ignacio Cabria (Agence espagnole de Coopération internationale); Ken Campbell (Natural Resources Institute, R-U); Paula Chalinder (Ministère du développement international, R-U); Patchaneeboon Charpoenpiew (Institut thaïlandais de recherche sur le développement); Marcela Clavijo (Bolivie); Sambou Coulibaly (CONAGESE, Burkina Faso); Jürgen Czermenka (GTZ, Bolivie); Djiri Dakar (CONAGESE, Burkina Faso); Adrian Davis (Ministère du développement international, R-U); Philip Dobie (PNUD); Nicolaj Draminski (consultant, Bolivie); Jairo Escobar (PNUD, Bolivie); Rosalind Eyben (R-U Ministère du développement international, Bolivie); Angela Brown Farhat (Commission nationale de planification du développement, Ghana); Gustavo Suarez de Freitas (Pro Naturaleza, Pérou); Daniel Gantier (Ministère du Développement durable et du Plan, Bolivie); Miguel Gonzalez (Bolhispania, Bolivie); Willi Graf (Coopération suisse au développement, Bolivie); Hum Gurung (Secrétariat national du plant, Népal); Kathrin Heidbrink (GTZ, Allemagne); Alicia Herbert (Ministère du développement international, R-U); Jan-Jilles van de Hoeven (PNUD, Mexico); Saleemul Huq (IIED); Liselotte Isaksson (CE, DG8); Adis Israngkura (Institut de recherche thaïlandais sur le développement); Brian Jones (Namibie); Saada K Juma (AGENDA, Tanzanie); Utis Kaothien (Conseil national de développement économique et social, Thaïlande); Peter de Koning (DGIS, Pays-Bas); Karen Kramer (Ambassade royale des Pays-Bas, Tanzanie); Ronald Maclean (Ministre du Développement durable, Bolivie); Ram C. Malhotra (Népal); Oswald Mashindano (Université de Dar es Salaam, Tanzanie); Sylvester Mbangi (Commission nationale de planification, Namibie); Artur Runge-Metzger (CE DG8); Paul Mincher (IIED); Giovanna Parolini de Mollinedo (Bolivie); Lucian Msambichaka (Université de Dar es Salaam, Tanzanie); Ali Mufuruki (Infotech Investment Group, Tanzanie); Charles Mutalemwa (Commission de planification, Tanzanie); Viroj Naranong (Institut de recherche thaïlandais sur le développement); Anita Nirody (PNUD); Ndey Njie (PNUD); Matti Nummelin (Ministère des Affaires étrangères, Finlande); Ernestine S. Okoko (recif, Burkina Faso); Krishna Prasad Oli (UICN Népal); Arturo Lopez Omat (Pangea consultants, Espagne); Badre Dev Pande (UICN Népal); Rémi Paris (OCDE, Paris); Stephan Paulus (GTZ, Allemagne); Mogens Pedersen (Ambassade danoise, Bolivie); Nipon Poapongsakorn (Institut de recherche thaïlandais sur le développement); Jagdish Pokharel (Commission nationale de planification, Népal); Jesus Quintana (Agence espagnole pour le développement international, Bolivie); Prakash Raj (consultant auprès de UICN Népal); Kirsten Rohrmann (Division pour le développement durable, ONU); Somkiet Ruangchan (Institut de recherche

thaïlandais sur le développement); Claudia M B Sánchez (Vice-ministère de l' Investissement public et des Finances extérieures, Bolivie); Cynthia M. Yañez Sánchez (Ministère du Développement économique, Bolivie); Maimouna Sondzo Sangare (Ministère de l' Economie et des Finances, Burkina Faso); Salif Sawadogo (Coordination contre la Desertification, Burkina Faso); Gyan Sharma (Commission Nationale de Planification, Népal); Uday Sharma (Ministère des Forêts et de la Conservation des sols, Népal); Pete Shelley (Ministère du Développement international, R-U); Fred Smidt (Ambassade des Pays-Bas, Bolivie); Serge Snrech (OCDE); Penny Stock (PNUD); Krystyna Swiderska (IIED); Ferdinand Tay (Commission nationale de planification du développement, Ghana); Carlos E Chávez Terán (Commission sur le développement durable, Bolivie); Daniel Thieba (GREFCO, Burkina Faso); Oussouby Touré (CSE, Senegal); Henk van Trigt (DGIS, Pays-Bas); Aree Wattana Tummakird (Ministère des Sciences, de la Technologie et de l' Environnement, Thailand); Gerardo Velasco (Cámara Nacional de Industria, Bolivie); Joachim Tres Vildomat (Bolhispania, Bolivie); Cámara Nacional de Industria (consultant, Bolivie); Guillermo Vivado (Union européenne, Bolivie); Terry Vojdani (Bolivie); Seth Vordzorgbe (Devcourt Ltd., Accra, Ghana); Taizo Yamada (JICA, Philippines); Mai Yamamoto (Ministère des Affaires étrangères, Japon); Asif Ali Zaidi (UICN Pakistan); Maheen Zehra (UICN, Pakistan).

Enfin, les compilateurs sont reconnaissants envers plusieurs collègues d'IIED qui ont apporté leurs contributions et leur concours :

- Joshua Bishop (contributions aux chapitres 5 et 8);
- Lilian Chatterjee (contributions au chapitre 7);
- Maryanne Grieg-Gran (rédaction de la première version du chapitre 9);
- Paul Mincher (contributions au chapitre 7);
- Krystyna Swiderska (contributions au chapitre 5);
- Devyani Gupta et Sue Mylde ont recherché des informations sur Internet et ont préparé des matières.

TABLE DES MATIERES

<i>Remerciements</i>	iii
<i>Table des matières</i>	vii
<i>Liste des figures, tableaux et encadrés</i>	xiv
<i>Avant-propos</i>	xxi
<i>Sigles et abréviations</i>	xxiii
1. A propos du livre de ressources	1
1.1 Objectifs	1
1.2 Public cible	2
1.3 Agencement	2
1.4 Comment se servir du livre	4
2. Le développement durable et la nécessité d'une réponse stratégique	5
2.1 L'opportunité d'une approche stratégique du développement national	5
2.1.1 L'organisation du présent chapitre	7
2.2 Les enjeux de l'environnement et du développement	7
2.2.1 Tendances et principaux défis	7
(a) Les disparités économiques et l'instabilité politique	7
(b) L'extrême pauvreté	8
(c) La sous-nutrition	8
(d) Les maladies	9
(e) La marginalisation	9
(f) La croissance démographique	9
(g) La consommation	9
(h) La consommation mondiale d'énergie	10
(i) Le changement climatique	10
(j) La charge d'azote	10
(k) La dégradation des ressources naturelles	10
(l) La perte de diversité	11
(m) La pollution	11
(n) Le stress hydrique	12
(o) D'autres problèmes urbains	12
(p) Les interactions entre les problèmes sociaux, économiques et environnementaux	12
2.2.2 Réponses internationales face aux défis du développement durable	12
(a) L'émergence du développement durable comme vision commune	12
(b) Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME)	17
(c) Le suivi et l'évaluation de l'environnement	18
(d) Les instruments économiques	19
(e) Faire participer le secteur privé	21
(f) Les nouvelles technologies	22
(g) Financer le développement	23
2.2.3 La gouvernance – et les tendances inséparables de la décentralisation et de la mondialisation	23
(a) La décentralisation	25
(b) La mondialisation	28
2.3 Les stratégies nationales de développement durable : un engagement pris à Rio et l'un des sept objectifs internationaux du développement	30
2.4 Lignes directrices existantes en matière de stratégies de développement durable	32
2.5 Pourquoi des approches stratégiques pour un développement durable ?	35

2.5.1	La nécessité de changements structurels	35
2.5.2	Les difficultés à introduire des changements	36
2.5.3	Qu'entend-on par stratégique ?	37
3.	Caractéristiques des stratégies de développement durable et pratiques actuelles	41
3.1	Introduction	41
3.2	Qu'est-ce qu'une stratégie de développement durable ?	42
3.3	Principes essentiels auxquels doivent obéir les stratégies de développement durable	45
3.4	Tirer les enseignements des pratiques actuelles : les cadres stratégiques existants	
3.4.1	S'appuyer sur les stratégies au plan national	52
	(a) Les plans de développement national	52
	(b) Les plans et stratégies sectoriels et intersectoriels	56
	(c) Les plans et stratégies liés aux conventions	58
	(d) Les programmes forestiers nationaux (PFN)	65
	(e) Les stratégies nationales de conservation (SNC)	67
	(f) Les plans d'action nationaux pour l'environnement (PANE)	70
	(g) Les programmes Action 21 nationaux et les Conseils nationaux pour le développement durable	72
	(h) Les visions nationales	74
	(i) Les cadres de développement intégré	76
	(j) Les stratégies de réduction de la pauvreté	79
3.4.2	Les stratégies infra-nationales	86
	(a) La planification décentralisée du développement	91
3.4.3	Les stratégies au niveau villageois et micro	93
3.4.4	Convergence et liens entre les stratégies nationales, infra-nationales et locales	96
3.4.5	L'élaboration de stratégies régionales	98
4.	Démarrer ou améliorer les stratégies de développement durable	103
4.1	Mettre les mécanismes stratégiques efficaces au service d'un système d'amélioration continue	103
4.2	Déterminer le champ d'action	107
4.3	Créer ou renforcer un secrétariat ou organisme de coordination de la stratégie	111
4.4	Créer ou renforcer un comité de pilotage ou forum stratégique équivalent	112
4.5	Rechercher ou améliorer l'engagement politique en faveur de la stratégie	114
4.6	Créer ou confirmer un mandat pour la stratégie	118
4.7	Veiller à l'appropriation de la stratégie	119
4.7.1	S'assurer de l'appropriation de la stratégie et de l'engagement de l'ensemble des ministères	121
4.7.2	S'assurer de l'appropriation de la stratégie et de l'engagement des acteurs de la société civile et du secteur privé	122
4.8	Mobiliser les ressources nécessaires	126
4.8.1	Rassembler les compétences nécessaires	126
4.8.2	Engager les institutions et les particuliers	130
4.8.3	Mobiliser les ressources financières	130
4.9	Identifier les parties prenantes et définir leur rôle par rapport à la stratégie	133
4.9.1	Les rôles typiquement joués par les principaux acteurs dans les processus stratégiques et les difficultés rencontrées	136
	(a) Les personnalités politiques et les dirigeants	136
	(b) Les autorités publiques	136
	(c) Le secteur privé	138

	(d) La société civile	138
	(e) Les bailleurs de fonds	141
4.10	Etablir les grandes lignes du processus stratégique, faire le point des stratégies et autres processus de planification existants	142
4.11	Chercher à améliorer la cohérence et la coordination des cadres stratégiques à tous les niveaux	145
	4.11.1 Cohérence, coordination (et convergence) des cadres stratégiques nationaux	145
	4.11.2 Fixer les objectifs stratégiques au bon niveau – régional, local, intersectoriel – et veiller à la cohérence et la coordination	147
4.12	Préparer et décider des règles de procédure stratégique	154
4.13	Etablir un programme et un calendrier pour le processus stratégique	155
4.14	Promouvoir la stratégie	155
4.15	Le rôle de l'expérimentation et des projets pilotes	156
4.16	Etablir et améliorer les mécanismes et processus stratégiques ordinaires	156
5.	Analyse	159
5.1	Aborder et organiser les tâches d'analyse	159
5.1.1	Les principales tâches analytiques dans les processus SNDD	159
	5.1.2 Les difficultés que présente l'analyse préalable des stratégies de développement durable	160
	(a) L'efficacité des stratégies passe par la fiabilité des informations	160
	(b) La complexité du développement durable le rend difficile à analyser	160
	(c) Les capacités d'analyse du développement durable laissent souvent à désirer	160
	(d) Il est dangereux de compter sur des informations restreintes, non locales, périmées ou peu fiables	160
	5.1.3 Principes analytiques de base	162
	(a) Engager et informer les parties prenantes dans des processus démocratiques et participatifs	162
	(b) Utiliser des méthodes analytiques accessibles et participatives	163
	(c) Laisser de la place pour l'analyse indépendante, menée par des « experts »	163
	(d) Mettre au point un système permanent et coordonné de production de connaissances	164
	(e) Se mettre d'accord sur les critères pour identifier les analyses prioritaires	165
	(f) Veiller à ce que les objectifs de l'analyse soient clairs	166
	(g) Arrêter la forme des produits de l'analyse, et décider qui va les recevoir	167
	5.1.4 Présentation des méthodes d'analyse disponibles	167
5.2	Analyser les parties prenantes du développement durable	171
	5.2.1 L'importance de l'analyse des parties prenantes	
	5.2.2 L'identification des parties prenantes	171
	(a) Utiliser une typologie axée sur les problématiques	171
	(b) Comment identifier les parties prenantes	173
	(c) La représentation des parties prenantes	174
	5.2.3 L'identification des intérêts, relations et pouvoirs des parties prenantes	174
	(a) Identifier les intérêts des parties prenantes	174
	(b) Analyser les relations entre les parties prenantes	175
	(c) Analyser les pouvoirs des parties prenantes	177
	(d) Comparer les pouvoirs des parties prenantes à leur potentialités en matière de développement durable	178

5.2.4	Les limites de l'analyse des parties prenantes	181
5.3	Mesurer et analyser la durabilité	182
5.3.1	La comptabilité	183
5.3.2	Les évaluations narratives	185
5.3.3	Les évaluations axées sur des indicateurs	185
5.3.4	Les mesures et analyses secondaires	193
	(a) L'analyse spatiale	194
	(b) Le système de comptabilité nationale (SCN)	194
	(c) L'épargne intérieure réelle	195
	(d) L'empreinte écologique	196
	(e) Comptabiliser les ressources, les matières et l'énergie	199
	(f) L'indice du développement humain	199
	(g) L'analyse des modes de vie durables	199
	(h) Les graphiques des incidences des politiques	203
	(i) Les arbres à problèmes et les schémas de cause à effet	203
	(j) L'évaluation stratégique de l'environnement	206
	(k) L'analyse des problématiques avec les communautés	209
5.3.5	Décider de ce qu'il faut mesurer : le cadre des volets et objectifs	213
5.3.6	Décider comment mesurer : choisir les indicateurs	218
5.3.7	Donner une vue d'ensemble de la durabilité : la production d'indices	220
5.3.8	Identifier les enjeux prioritaires de la durabilité : l'utilité d'un système rigoureux, de routine	221
5.4	Analyser les mécanismes et processus du développement durable	222
5.4.1	Étapes d'analyse des mécanismes constitutants	225
5.4.2	Analyser le cadre juridique du développement durable	230
5.4.3	Analyser le contexte économique	233
5.4.4	Decrire ce qui relie les méchnismes	234
5.5	L'élaboration de scénarios	237
5.5.1	Le but et les limites des scénarios	237
5.5.2	Organiser l'élaboration des scénarios	238
5.5.3	Quelques illustrations de scénarios de développement durable	238
6.	La participation aux stratégies de développement durable	245
6.1	Introduction	245
6.2	Comprendre la participation	246
6.2.1	Les perceptions, les attentes et les définitions multiples de la « participation »	246
6.2.2	Les typologies de participation – et les dilemmes qui s'y associent	248
6.2.3	Les filières « horizontales » et « verticales » de participation – et les dilemmes qui s'y associent	253
6.3	La nécessité de la participation aux stratégies de développement durable	257
6.4	Assurer une participation efficace – les enjeux et les prévisions	266
6.4.1	Identifier les conditions requises	266
6.4.2	Prendre en considération les coûts et les avantages de la participation	267
6.4.3	Les attentes réalistes	270
6.4.4	L'échelle et l'articulation	273
6.4.5	La représentation, la sélection et les intermédiaires	273
6.4.6	L'infrastructure, l'organisation et le cadre juridique de la participation	278
6.4.7	Planifier la participation aux stratégies	283
	(a) Recenser les thèmes	283
	(b) Identifier les principaux niveaux	283
	(c) Analyser les parties prenantes	283
	(d) Choisir les structures et méthodologies de la participation	283

	(e) Assurer la communication, l'information et l'éducation	284
	(f) Prévoir l'introduction progressive et la coordination	284
6.5	Les méthodes de participation aux stratégies	286
	6.5.1 L'apprentissage et l'action participatifs	286
	6.5.2 La planification et la gestion des ressources avec les communautés	290
	6.5.3 La participation aux systèmes de planification décentralisée	293
	6.5.4 Les partenariats entre une pluralité de parties prenantes	294
	6.5.5 Souligner le consensus, les négociations et la résolution des conflits	301
	6.5.6 Le travail en groupe	302
	(a) L'animation	303
	(b) Les responsabilités des participants	305
	(c) Les rapporteurs	306
	(d) L'ordre du jour	306
	6.5.7 Les études de marché, les supports électroniques et autres méthodes à distance	307
7.	Les communications	311
7.1	Introduction	311
7.2	Changer les valeurs, les attitudes et les styles	312
7.3	Etablir une stratégie et un système de communication et d'information	316
	7.3.1 Une stratégie d'information, d'éducation et de communication assortie d'un plan d'action	320
	7.3.2 La coordination de l'information	322
	(a) La coordination interne – s'efforcer de créer une base d'information commune	323
	(b) La coordination externe – utiliser un large éventail de méthodes	323
	7.3.3 Choisir le moyen de communication et mettre au point des produits d'information complémentaires	325
	7.3.4 Les documents et supports audio-visuels	327
	7.3.5 Les manifestations	330
	(a) La gestion du dialogue et la recherche du consensus pendant les réunions	334
	7.3.6 Etablir des réseaux ou adhérer aux réseaux existants	334
	7.3.7 Etablir des bases de données ou des liens avec des bases de données existantes	339
	7.3.8 Les supports électroniques	340
	(a) La démocratie électronique	344
	7.3.9 Les mass-médias	346
	7.3.10 Le suivi du processus de communication	346
8.	La prise de décisions stratégiques	349
8.1	La portée des décisions stratégiques	349
	8.1.1 La vision stratégique	352
	8.1.2 Les objectifs stratégiques	352
	8.1.3 Les cibles	352
	8.1.4 Les seuils de déclenchement	353
	8.1.5 Le plan d'action	353
	8.1.6 Le plan institutionnel	354
8.2	Les défis, les principes et les cadres utiles en matière de prise de décisions stratégiques	355
	8.2.1 Les défis du processus décisionnel	355

(a)	Bien comprendre la nature des problèmes	355
(b)	Relever toute une série de défis relatifs à l'intégration et aux compromis	355
(c)	Faire face aux réalités et éviter les « rêves des planificateurs »	356
(d)	Parvenir au consensus sur tous les différents enjeux du développement durable	358
8.2.2	Les principes et cadres décisionnels	359
(a)	Les bonnes décisions doivent faire fond sur des valeurs reconnues	359
(b)	Les décisions stratégiques doivent refléter des valeurs localement acceptables	360
(c)	Les décisions stratégiques doivent refléter les valeurs globales	361
(d)	Les décisions stratégiques doivent refléter le risque et l'incertitude	366
(e)	L'utilité des méthodologies décisionnelles formelles a des limites	
-	La théorie décisionnelle	368
-	Les instruments d'appui au processus décisionnel	369
-	La durabilité « forte » et « faible »	369
8.3	Les rôles institutionnels et les processus décisionnels se rapportant aux stratégies	371
8.3.1	Les structures décisionnelles impliquant une pluralité des parties prenantes	372
8.3.2	Les ateliers facilitent la prise de décisions	372
8.3.3	Le consensus	374
8.3.4	Les négociations et la résolution des conflits	381
(a)	Les négociations	381
(b)	La résolution des conflits	384
8.3.5	La cohérence des politiques – une démarche échelonnée	386
8.3.6	Relever le défi de renforcer les rapports entre ceux qui préparent les décisions et les décideurs définitifs	389
8.4	La sélection d'instruments pour la mise en application des décisions stratégiques	391
8.4.1	La gamme d'instruments pour un développement durable	391
(a)	Les instruments législatifs/réglementaires/juridiques	391
(b)	Les instruments financiers/de marché	393
(c)	Les instruments d'éducation/information	394
(d)	Les instruments institutionnels	395
8.4.2	Comment sélectionner les instruments	395
9	Le fondement financier des stratégies	397
9.1	Introduction	397
9.2	La mobilisation des financements	399
9.2.1	Les conditions financières de la stratégie	400
(a)	Formulation et suivi	400
(b)	Mise en œuvre	402
9.2.2	Sources de financement	402
(a)	Financement des donateurs	402
(b)	Gouvernement	403
(c)	Autres sources de financement dans le pays bénéficiaire	404
(d)	Paiements de transferts internationaux	404
-	Le Fonds pour l'environnement mondial	405
-	Les crédits d'émissions de carbone et le Mécanisme de développement propre	406
-	Les conversions de créances	407
(e)	Les fonds nationaux pour l'environnement	408
(f)	Les fonds d'affectation spéciale	408

9.2.3	La mobilisation du financement au niveau local	409
9.3	L'utilisation des mécanismes de marché pour la création d'incitations au profit du développement durable	411
9.3.1	Les mécanismes de marché au niveau national	411
	(a) Supprimer les incitations perverses	411
	(b) L'adaptation des mécanismes de marché existants	413
	(c) Les nouveaux mécanismes de marché	413
9.3.2	Les mécanismes de marché au niveau local	415
9.4	L'intégration du développement durable dans la prise de décisions d'investissement et financières	416
9.4.1	Les raisons de l'intérêt pour le développement durable	418
	(a) Au niveau de l'entreprise	419
	(b) L'argument commercial du point de vue des institutions financières	420
	(c) Les éléments essentiels de l'argument commercial	420
9.4.2	Comment les institutions financières peuvent-elles intégrer le développement durable ?	421
	(a) Les défis pour les institutions financières du Nord	421
	(b) Les défis pour les institutions de financement et d'investissement nationales	424
10	Les systèmes de suivi et d'évaluation	425
10.1	Introduction	425
	10.1.1 Les éléments d'un système de suivi et d'évaluation	425
	10.1.2 Principes du suivi et de l'évaluation efficaces	427
10.2	Qui doit entreprendre le suivi et l'évaluation ?	430
	10.2.1 Le suivi officiel, interne et externe	430
	(a) Le suivi endogène (entrepris par les acteurs stratégiques locaux)	
	(b) Le suivi et l'évaluation exogènes (entrepris par des organismes indépendants ou les donateurs)	430
	(c) Relier le suivi interne et externe	430
	10.2.2 Le suivi et l'évaluation participatifs	430
10.3	Quand faut-il entreprendre le suivi et l'évaluation ?	438
10.4	Le cadre de suivi « pression/état/réponse » – utilité et limites	438
	10.4.1 Utilité du cadre pour les rapports sur l'état de l'environnement	439
	10.4.2 Utilité et limites du cadre en ce qui concerne le suivi du développement durable	439
10.5	Le suivi de la mise en œuvre de la stratégie, le respect de l'obligation de rendre compte	442
	10.5.1 Le suivi de la performance des acteurs stratégiques et l'obligation réciproque de rendre compte	443
10.6	Le suivi et l'évaluation des résultats de la stratégie	446
10.7	La dissémination des conclusions des exercices de suivi et l'information en retour aux décisions stratégiques	448
	<i>Appendice</i>	449
	<i>Références</i>	453

Liste des figures, tableaux et encadrés

Figures

1.1	Schéma des chapitres du livre	3
2.1	Interactions entre les problèmes de gestion des bassins versants dans la zone du fleuve Densu et du réservoir Weija, Ghana	13
2.2	Les systèmes du développement durable	15
3.1	Logique d'une approche systématique pour les stratégies de développement durable	43
3.2	Constellation de mécanismes contribuant à une stratégie de développement durable	44
3.3	Préparer le programme forestier national au Malawi	68
3.4	Le bombardement par les exigences en matière de planification stratégique: exemples servant à illustrer les conventions et initiatives internationales et les cadres nationaux pouvant surcharger la capacité d'un pays	97
4.1	Constellation de mécanismes contribuant à une stratégie de développement durable	104
4.2	La gestion des stratégies de développement durable selon le modèle d'amélioration continue	105
5.1	Dimensions des groupes de parties prenantes, possibilités et pouvoir de ces dernières de contribuer au développement durable	180
5.2	Le produit intérieur brut en comparaison de l'indicateur du progrès réel: Etats Unis 1950-1999 (en dollars US aux prix de 1996)	184
5.3	Le poids accordé à l'environnement diminue à mesure que le nombre des « sous-systèmes » augmente	187
5.4	Baromètre collectif de la durabilité, indiquant le bien-être en Amérique du Nord et centrale	190
5.5	Baromètre individuel de la durabilité, indiquant le bien-être au Canada	190
5.6	Le tableau de bord de la durabilité : l'exemple du Canada	191
5.7	Le cadre des modes de vie durables	201
5.8	Graphique simple des incidences des politiques sur la déforestation	204
5.9	Arbre à problèmes	205
5.10	Schéma des rapports de cause à effet en ce qui concerne la pauvreté	206
5.11	Exemple d'un agencement systémique de volets	215
5.12	Agencement hiérarchique des composantes de la durabilité	216
5.13	Mécanismes de développement durable : un cadre analytique	222
5.14	Faire le graphique du type/intensité de la participation aux mécanismes stratégiques	229
5.15	La cartographie institutionnelle : graphique des relations entre les entités concernées par la mise en œuvre de la Stratégie de conservation de Sarhad	236
6.1	Le continuum de la direction	251
6.2	L'expérience de la participation nationale et locale	253
6.3	La « triade » du développement durable	257
6.4	Identifier les partenaires des groupes de parties prenantes et des groupes de travail	275
6.4	Carte d'utilisation des sols rédigée par un géomètre autochtone et les villageois de la sous-région de Marwa au Panama	289
7.1	La pyramide de la communication	312

8.1	Arbre de décision pour une stratégie visant à réduire le temps consacré par les femmes à la corvée du bois	370
8.2	Processus de négociation axés sur les droits et risques	384
8.3	Plans annuels d'intégration du développement durable dans les affaires	392
10.1	L'application du cadre de suivi « forces motrices-état-réponse » à l'agriculture durable	441

Tableaux

2.1	Commercialiser les services environnementaux	20
2.2	Classification des autorités gouvernementales nationales et régionales (dans l'encadré 2.5)	24
2.3	Les autorités gouvernementales infra-nationales/locales	25
3.1	Comparaisons des processus stratégiques : pays développés et pays en développement	51
3.2	Exemples de Conseils nationaux pour le développement durable et d'autres forums participatifs	74
3.3	Exemple d'un projet de matrice CD du Viet-nam	78
3.4	Comparaison des stratégies aux différents niveaux au Pakistan	91
4.1	Mesurer quelques-uns des principaux avantages découlant de la préparation d'une stratégie de conservation nationale à la Barbade	110
4.2	Liste de contrôle des groupes clefs de parties prenantes dans le cadre d'une stratégie nationale de développement durable	120
5.1	La collecte de données et les outils analytiques facilitant la prise de décisions stratégiques	168
5.2	Les limites des analyses participatives et économiques	170
5.3	Analyse des pouvoirs de parties prenantes par rapport à une problématique (ou une politique, une institution) donnée : proposition de tableau de comparaison	178
5.4	Déterminer les pouvoirs et possibilités des parties prenantes : le programme national forestier au Malawi	179
5.5	Les trois principales méthodes pour mesurer et analyser la durabilité	183
5.6	Les évaluations de la durabilité axées sur des indicateurs	187
5.7	L'épargne intérieure réelle : comptabiliser la déperdition du capital humain, physique et naturel. L'exemple du Pakistan	196
5.8	Calculer la consommation annuelle de ressources biotiques: Costa Rica (1995)	198
5.9	Comparer l'ESE au EIE	207
5.10	Cadre illustratif de volets et d'objectifs pour l'évaluation axée sur les indicateurs (sous-système humain seulement)	214
5.11	Illustration de critères de performance pour l'indicateur de l'espérance de vie à la naissance	221
5.12	Mécanismes constitutifs des SNDD : comment les analyser	223
5.13	Les questions posées, par l'initiative CAD (OCDE), à propos de la qualité des stratégies	226
6.1	Typologies de la participation au développement local	249

6.2	Niveaux de participation aux processus normatifs	252
6.3	Exemples de la hiérarchie des institutions décisionnelles et d'action, par secteur et par niveau	254
6.4	Comparaison illustrative des stratégies aux intensités forte et faible de participation	271
6.5	Interêts et rôles des parties prenantes : le cas du Plan d'action national sur la biodiversité, Guyana	277
6.6	Exemples de structures / institutions et méthodologies participatives	278
6.7	Les droits et obligations des OTB (dans l'encadré 6.14)	280
6.8	Exemples de méthodologies de participation aux tâches stratégiques	284
6.9	Les techniques d'apprentissage participatif	288
6.10	Ressources potentiellement fournies par les organisations de la triade du développement	301
7.1	Les mass-médias et les supports alternatifs	324
7.2	Enquête sur les préoccupations environnementales du public à Ste-Hélène	332
7.3	Le choix des supports électroniques sera déterminé par les coûts et la rapidité d'accès à Internet	340
7.4	Utilisateurs d'Internet (février 2000)	344
7.5	Exemples d'indicateurs utilisés dans le suivi et l'évaluation d'un site Web stratégique	347
8.1	Exemples de cadres de décisions stratégiques connexes	350
8.2	Tableau « choicework » sur la mobilité	387
8.3	Diagnostic pour aligner les pratiques des entreprises sur les principes du développement durables	389
8.4	Plans annuels d'intégration du développement durable dans les affaires	447
10.1	Exemple de matrice des liens entre les impacts et les mécanismes stratégiques	447
A.1	Les données nécessaires au suivi, les sources et l'échéancier : exemples tirés d'une stratégie de réduction de la pauvreté	449
A.2	Liste CDD des indicateurs du développement durable (septembre 1996)	450

Encadrés

1.1	Le projet CAD OCDE de dialogue entre donateurs et pays en voie de développement	1
2.1	Le projet GEO (rapport sur l'environnement mondial)	8
2.2	Le développement durable –une vision directrice pour aborder les problèmes et les interactions entre ceux-ci	14
2.3	Action 21 et les stratégies nationales de développement durable	16
2.4	Les accords multilatéraux clefs sur l'environnement	17
2.5	La fluctuation des structures de gouvernance	24
2.6	La décentralisation	26
2.7	La décentralisation en Indonésie	27
2.8	Quelques interférences entre la modalisation et le développement durable	29
2.9	Les objectifs internationaux de développement	31
2.10	Les objectifs de développement pour le millénaire	32
2.11	Sélection d'études et de guides relatifs à la planification stratégique du développement durable	33

2.12	Affirmer la nécessité d'une approche stratégique du développement durable	38
3.1	Principes essentiels auxquels doivent obéir les stratégies de développement durable	45
3.2	Eléments d'une stratégie nationale de développement durable	48
3.3	Plans quinquennaux en Inde et en Chine	53
3.4	La participation des acteurs de la société civile aux récents plans nationaux en Thaïlande – et leur programme alternatif	54
3.5	Harmoniser les plans nationaux de développement au Maroc	55
3.6	Le Plan de lutte contre les inondations au Bangladesh	56
3.7	Les rapports nationaux sur le développement humain	57
3.8	Stratégie nationale et plan d'action pour la biodiversité, Inde	59
3.9	Exemples de principes efficaces dans les programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification	63
3.10	Expérience des pays (en développement) non inscrits à l'Annexe 1 en matière de communications nationales sur les changements climatiques	64
3.11	Le plan d'action forestier tropical – une approche non-stratégique	65
3.12	Le programme forestier national, Malawi	69
3.13	La SNC du Pakistan – base solide d'une stratégie nationale de développement durable	71
3.14	Les Conseils nationaux pour le développement durable	73
3.15	Les visions nationales	75
3.16	Les progrès accomplis en matière de DSRP : Principaux constats du réexamen global par la Banque mondiale et le FMI	81
3.17	L'opposition de la société civile au DSP et les pinions des ONG	85
3.18	Les PADE au Zimbabwe	87
3.19	Programmes Action 21 locaux	88
3.20	Les rapports entre les stratégies pakistanaïses de conservation au niveau du pays, des provinces et des districts	90
3.21	La planification décentralisée au Ghana	92
3.22	La planification au niveau villageois dans le district rural d'Iringa, Tanzanie	94
3.23	Le DSRP ougandais	99
3.24	La Charte environnementale des Caraïbes orientales : principes ayant trait aux stratégies de développement durable	101
4.1	Illustration des étapes d'une stratégie pour le développement durable: démarrage, gestion et amélioration permanente	108
4.2	Membres du comité de pilotage de la Stratégie de Conservation du Balochistan, Pakistan	114
4.3	Le plan national de politique environnemental des Pays-Bas – fruit de la pression publique	116
4.4	Les stratégies qui survivent aux changements de gouvernement	117
4.5	Conventions avec l'industrie aux Pays-Bas	123
4.6	Liste de contrôle des compétences nécessaires pour gérer et coordonner une stratégie	126
4.7	Capacités requises pour qu'une SNDD soit efficace	128
4.8	Les plans d'action des Etats nigériens pour l'environnement qui n'ont pas été mis en œuvre faute de définition des rôles	134
4.9	Le rôle et les fonctions des ONG	139
4.10	Les différents mécanismes contribuant à l'élaboration de la stratégie nationale de développement durable au Salvador	142
4.11	S'appuyer sur l'existant : les liens entre les stratégies de réduction de la pauvreté et d'autres processus de planification stratégique	146
4.12	Lancer des approches stratégiques ascendantes au Pakistan : compléter les stratégies des provinces et districts	149

4.13	Stratégies ministérielles pour un développement durable, Canada	150
4.14	La stratégie de conservation de la province de Sarhad : la coordination par les « points de convergence »	152
4.15	Relier les stratégies aux processus budgétaires	153
5.1	L'insuffisance des informations environnementales en Afrique australe	162
5.2	Le Bureau d'étude de l'avenir de l'environnement – fournir des analyses au plan de politique environnementale aux Pays-Bas	164
5.3	Indicateur des problématiques à analyser et à aborder en priorité	166
5.4	Étapes de base de l'analyse des parties prenantes	172
5.5	Les « communautés d'action » au Pakistan	176
5.6	« Qui compte le plus ? » La question épineuse de la priorité des parties prenantes	181
5.7	Qu'est-ce que c'est qu'un indicateur ?	186
5.8	La quête d'un indicateur unique du développement durable	189
5.9	Exemples d'initiatives relatives aux indicateurs de développement durable	192
5.10	L'emploi d'un SIG pour négocier les Conventions forestières régionales en Australie	195
5.11	Les empreintes écologiques: quelques exemples	196
5.12	L'indice du développement humain	200
5.13	Quelques principes des évaluations stratégiques de l'environnement	208
5.14	L'analyse stratégique de l'environnement (ASE) : le dispositif d'AIDEnvironnement – Étapes clés	210
5.15	Enseignements tirés de l'analyse stratégique de l'environnement (ASE) au Bénin et au Nicaragua	211
5.16	L'Action 21 comme base d'analyse	217
5.17	Choisir les indicateurs	219
5.18	L'analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et risques)	228
5.19	La prospective : l'expérience indienne	237
5.20	Les scénarios mondiaux	240
5.21	Les scénarios européens	241
5.22	Les scénarios sud-africains	243
6.1	Les traditions participatives en Amérique centrale et du Sud	246
6.2	La participation – un terme lourd de sens	247
6.3	A propos de la participation dans le cadre du plan de lutte contre les inondations au Bangladesh et de la planification rurale en Tanzanie	248
6.4	Le Programme communautaire de conservation des tortues marines à la Trinité	251
6.5	Les structures de participation « horizontale » et « verticale »	255
6.6	Pourquoi les stratégies existantes adoptent-elles surtout l'approche descendante ?	260
6.7	Les dimensions politiques de la participation	262
6.8	Action 21 et la participation	265
6.9	Les avantages de la participation aux stratégies	268
6.10	Les coûts de la participation	269
6.11	Les contraintes clés pesant sur la participation : l'expérience de la gestion commune des forêts en Inde	270
6.12	Liste de contrôle pour la sélection des partenaires - Action 21 locale	274
6.13	La sélection transparente des représentants des parties prenantes	276
6.14	La loi sur la participation populaire, Bolivie	280
6.15	Garantir la participation par la loi : principes de la Charte environnementale des Caraïbes orientales	281
6.16	Collaboration pour la gestion de l'environnement, la Trinité-et Tobago	285
6.17	Principes de l'apprentissage et de l'action participatifs	287
6.18	Comparaison de l'évaluation rurale rapide et de l'évaluation rurale participative	290

6.19	Quelques exemples de planification rurale participative	291
6.20	Planifier pour de vrai : la planification au niveau des quartiers urbains au Royaume-Uni	292
6.21	Les systèmes de planification décentralisée	293
6.22	Les partenariats – un terme lourd de sens	294
6.23	Les principes des « processus multi-acteurs »	295
6.24	L’approche « multi-acteurs » du <i>Projet de société</i> au Canada	297
6.25	Associer le public, notamment les Maoris, à la préparation de la loi sur la gestion des ressources en Nouvelle-Zélande	298
6.26	Les conférences de prospective et les stratégies de tourisme vert des îles du Vent	299
6.27	Le Conseil national du développement économique et du travail (NEDLAC), Afrique du Sud - exemple d’une initiative de partenariat conduit par le secteur public	300
6.28	La dynamique du travail en groupe	302
6.29	Les compétences en animation	303
6.30	Illustration de règles de base pour le travail en groupe	305
6.31	Programme modèle d’un atelier intersectoriel	308
6.32	Les études de marché scellent la politique forestière participative à la Grenade	309
7.1	La Convention d’Aarhus	313
7.2	L’Initiative d’accès	313
7.3	Les principes de la communication efficace	316
7.4	Le développement durable – un défi pour les communications	317
7.5	Comment réussir à communiquer le développement durable ?	318
7.6	Stratégie de communication pour la stratégie nationale de conservation du Pakistan	319
7.7	L’éducation pour un développement durable	320
7.8	Questions clefs facilitant l’élaboration d’un plan d’information, d’éducation et de communication	322
7.9	Le développement durable et la désertification: une campagne de sensibilisation publique au Burkina Faso	326
7.10	Grandes lignes du prospectus du <i>Projet de société</i> canadien	329
7.11	Services d’appui destinés aux journalistes et ONG, Stratégie de conservation de la province de Sarhad, Pakistan	331
7.12	Règles de base des réunions	335
7.13	Quelques réseaux existants en Bolivie	337
7.14	Avantages et problèmes des réseaux	338
7.15	Quelques exemples de réseaux de praticiens stratégiques	339
7.16	Quelques exemples de sites Web sur les stratégies	341
7.17	Le site Web de l’Assemblée nationale du pays de Galles	342
7.18	Quelques avantages et limites des communications électroniques	343
7.19	La communication, la sensibilisation et la résolution de problèmes par Internet: Le programme PNUD de réseau de développement durable. Exemples du Pakistan et de la Chine	345
8.1	Les défauts des systèmes traditionnels de prise de décisions stratégiques	357
8.2	Le cadre normatif universel qui se dessine	361
8.3	Ce que disent les constitutions de certains pays en Afrique australe à propos de l’environnement	364
8.4	Le cadre décisionnel de la Commission mondiale sur les barrages	365
8.5	L’établissement des priorités à partir des risques	367
8.6	Les mandats, les structures et la composition des différents Conseils nationaux pour le développement durable (CNDD)	373
8.7	Les processus décisionnels des SNDD : meilleurs usages	375

8.8	Les ateliers comme moyen d'aboutir aux décisions au lieu de les prédéterminer	375
8.9	Le consensus – un terme lourd de sens	376
8.10	Le consensus à 100 pour cent ou le consensus à moins de 100 pour cent – lequel est meilleur ?	378
8.11	L'expérience des mécanismes réunissant une pluralité de parties prenantes pour parvenir au consensus au Canada	379
8.12	Fixer des objectifs aux Pays-Bas	382
8.13	Un processus de négociation axé sur les droits et risques en vue de la prise de décisions relatives aux barrages	283
8.14	La résolution des conflits et la médiation dans le cadre d'une stratégie pour un bassin fluvial, Etats-Unis	385
8.15	La promotion de la cohérence des politiques au Royaume-Uni	388
9.1	Financement de la stratégie nationale de conservation du Pakistan	400
9.2	Evaluation de l'impact de nouvelles normes sur l'environnement	401
9.3	Exemples de conversions de créances	407
9.4	PROFONANPE – Le fonds d'affectation spéciale pour la conservation au Pérou	409
9.5	Les Fonds des Amériques	410
9.6	L'intégration des objectifs de développement durable dans le système fiscal – Belgique	413
9.7	Les mécanismes de marché susceptibles d'atteindre les objectifs du développement durable	414
9.8	Les mécanismes financiers à l'appui des objectifs environnementaux au niveau local : l'ICMS ecológico	416
9.9	Types d'institutions participant aux décisions d'investissement du secteur privé dans les pays en développement	417
9.10	L'initiative du PNUE pour les institutions financières	422
9.11	Les systèmes de notation des entreprises selon des critères de durabilité	423
9.12	Exemples d'initiatives d'investissement durable dans les pays en développement	424
10.1	Une stratégie dépourvue de suivi et d'évaluation réguliers – Pakistan	426
10.2	Les principes de Bellagio d'évaluation des progrès en matière de développement durable	428
10.3	Les Commissions qui demandent des comptes aux gouvernements – Ghana and Canada	430
10.4	La performance des organisations de développement en matière d'appui aux processus stratégiques : 20 questions	432
10.5	Le processus d'examen de la Stratégie nationale de conservation du Pakistan	433
10.6	Lignes directrices sur le suivi et l'évaluation participatifs	435
10.7	le suivi et la mise au point d'indicateurs au niveau des communautés	437
10.8	Les rapports sur l'état de l'environnement	440
10.9	Les audits internes pour la mise en œuvre d'Action 21 locale	444
10.10	La valeur du suivi expéditif	444
10.11	Journée annuelle de la durabilité : Hamilton-Wentworth, Canada	445

AVANT-PROPOS

En 1992, l'Action 21 insiste pour que tous les pays élaborent des stratégies nationales de développement durable (SNDD). Celles-ci visent à traduire les idées et les engagements du Sommet de la Terre en politiques et actions concrètes. L'Action 21 reconnaît que des décisions clés sont à prendre au niveau national et qu'elles doivent être prises collectivement par les parties prenantes. Pour l'Action 21, le grand programme d'activités que suppose le développement durable doit être abordé systématiquement – « stratégiquement ». Par contre, l'Action 21 s'est bien gardé de définir une stratégie, voire de donner des conseils sur la manière de s'y prendre.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a convoqué une Session spéciale pour examiner les progrès cinq ans après le Sommet de la Terre. Les délégués étaient préoccupés par la poursuite de la dégradation de l'environnement, ainsi que par la marginalisation sociale et économique. Il y a eu des réussites, certes, mais elles sont morcelées ou ont causé d'autres problèmes. Le développement durable comme courant dominant de transformation sociétale semble encore loin. Des changements stratégiques des politiques et des institutions sont toujours nécessaires.

L'évaluation Rio+5 a conduit les gouvernements à fixer la date cible de 2002 pour l'introduction des SNDD. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, dans sa publication de 1996, *Le rôle de la coopération au développement à l'aube du XXI^e siècle*, préconise la formulation et la mise en œuvre d'une SNDD dans chaque pays d'ici 2005 (comme l'un des sept Objectifs internationaux du développement). Il a également promis que les membres du CAD apporteraient leur concours aux SNDD des pays en développement mais, une fois de plus, on n'a pas cherché à définir ce que comprendrait ou comporterait une stratégie – en dépit de l'expérience croissante de l'adoption de plusieurs modèles stratégiques internationaux et locaux. Un ministre demande : « Comment la reconnaîtrai-je si je la voyais ? ».

En 1999-2001, des membres du Groupe de travail du CAD/OCDE sur la coopération au développement et l'environnement ont travaillé en partenariat avec huit pays en développement pour évaluer les expériences des pays en matière de stratégies de développement durable : Bolivie, Burkina Faso, Ghana, Namibie, Népal, Pakistan, Tanzanie et Thaïlande. Des dialogues, avec des acteurs du gouvernement, du secteur privé et de la société civile, ont permis d'analyser les expériences de planification stratégiques, actuelles et passées, d'identifier les enjeux et les défis clés, de mettre au point les principes des meilleurs usages. Un processus itératif de discussions dans les pays partenaires et trois ateliers internationaux, en Tanzanie, Thaïlande et Bolivie, ont dégagé un consensus sur le texte définitif des principes directeurs (*Stratégies de développement durable : Guide pour la coopération au développement* (OCDE-CAD 2001a)). Ce Recueil de ressources accompagne les principes directeurs. Les deux publications s'appuient sur l'expérience internationale de nombreuses approches stratégiques du développement durable pendant les deux dernières décennies.

Les Principes directeurs énoncent les meilleurs usages d'élaboration et de mise en œuvre des processus stratégiques visant le développement durable, ainsi que les meilleurs moyens, pour les organisations de coopération au développement, d'aider les pays en développement dans le contexte de ces processus. Le guide présente également un ensemble de principes sous-tendant l'élaboration de stratégies efficaces dans de nombreux pays en développement (Chapitre 3, Encadré 3.1).

En novembre 2001, un Forum international sur les stratégies nationales de développement durable (organisé par les Nations Unies en préparation du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, SMDD) a formulé des lignes directrices en matière de

SNDD qui confirme des « éléments » presque identiques des stratégies performantes (Encadré 3.2) à la fois pour les pays développés et les pays en développement.

Ce Recueil de ressources examine en profondeur les processus et méthodologies. Il a été préparé par l'Institut international pour l'environnement et le développement, en collaboration avec des membres des équipes dans les pays partenaires (voir ci-dessus) et plusieurs autres organisations et individus. Il sera utile pour un large éventail d'organisations, d'institutions et de particuliers dans les pays à la fois développés et en développement cherchant à assurer un développement durable.

SIGLES ET ABREVIATIONS

4R	droits, responsabilités, rendements/revenus, relations
AD	assemblée de district
AKRSP	Aga Khan Programme (d'appui rural)
AL21	Action 21 Locale
AME	accord multilatéral sur l'environnement
APD	aide publique au développement
BID	but international de développement
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)
CAMPFIRE	Communal Area Management (Plan de gestion des zones communales pour les ressources indigènes), Zimbabwe
CBO	community-based organization (organisation communautaire)
CCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDD	Commission pour le développement durable
CDI	cadre de développement intégré
CDS	city development strategy [stratégie de développement urbain]
CE	Commission européenne
CILS	Comité Permanent de lutte contre la sécheresse au Sahel
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
CNDD	Conseil national pour le développement durable
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992)
DANIDA	Danish International Development Agency (Agence danoise de développement international)
DD	développement durable
DFID	Department for International Development [Ministère du Développement international](R-U)
DSRP	document de stratégie sur la réduction de la pauvreté
EEM	évaluation écosystémique du millénaire
EIE	évaluation des incidences sur l'environnement
EIS	évaluation d'impact social
ESE	évaluation stratégique de l'environnement
FMI	Fonds monétaire international
GEF	Global Environmental Facility [Fonds pour l'environnement mondial - FEM]
GIF	Groupe inter-gouvernemental d'experts sur les forêts
GTZ	(GTZ) Agence allemande pour la coopération technique
HIMA	<i>Hifadhi mazingira</i> (Swahili, voulant dire « conserver l'environnement »)
ICLEI	International Council for Local Environmental Initiatives [Conseil international pour les initiatives environnementales locales]
IDA	International Development Agency [Agence internationale pour le Développement]
IEC	information, éducation et communication
IFI	institution financière internationale
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat - GIEC)
IT	informatique
LCA	life cycle assessment [évaluation du cycle de vie]
MoEF	Ministère de l'Environnement et des Forêts, India
MSP	multi-stakeholder process : « processus multi-acteurs - PMA » (processus impliquant une pluralité des parties prenantes)
MTEF	medium term expenditure framework (prévisions budgétaires à moyen terme)
NEDLAC	National Economic Development and Labour Council [Conseil national du développement économique et du travail], Afrique du Sud

NPACD	national plan of action to combat desertification (Plan de lutte nationale contre la désertification)
NRTEE	National Round Table on economy and environment [Table ronde nationale sur l'économie et l'environnement - TRNEE], Canada
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
ODM	objectif de développement pour le millénaire
OGL	organisation de gouvernement local
OID	objectif international du développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	organisation non-gouvernementale
PADE	plan d'action du district pour l'environnement
PAFN	plan d'action forestier national
PAFT	programme d'action forestier tropical
PAN	programme d'action national
PANE	Plan d'action national pour l'environnement
PAR	programme d'action régional
PIB	produit intérieur brut
PLI	Plan de lutte contre les inondations, Bangladesh
PNB	produit national brut
PNF	programme forestier national
PNPE	Plan national de politique environnementale, Pays-Bas
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPTE	pays pauvre très endetté
RCE	Regional Centre for the Environment [Centre régional pour l'environnement], Budapest
RMA	Resource Management Act [Loi sur la gestion des ressources], New Zealand
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement de l'Afrique australe)
SIDA	syndrome d'immunodéficience acquise
SL	sustainable livelihoods [modes de vie/moyens d'existence durables]
SLF	sustainable livelihoods framework [cadre de vie durable]
SMDD	Sommet mondial sur le développement durable
SNC	stratégie nationale de conservation
SNDD	stratégie nationale de développement durable
SWOT	Strengths, weaknesses, opportunities and threats [forces, faiblesses, opportunités et risques]
UICN	Union mondiale pour la conservation
UNSO	PNUD Office to Combat Desertification and Drought (formerly UN Sahelian Office) Bureau PNUD de lutte contre la désertification (ancien bureau pour le Sahel)
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
WBCSD	World Business Council on Sustainable Development [Conseil mondial des entreprises pour le développement durable]
WRI	World Resources Institute
WWF	World Wide Fund for Nature